



## Séance ordinaire du mercredi 20 juin 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Sécurité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Serge BOULET, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Roger CAIZERGUES, Christophe COUR, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Hervé MARTIN, Eric PENSO.

### Excusés :

Geniès BALAZUN, Renaud CALVAT.

## **Sécurité - Convention de création et de fonctionnement de la Maison de la Justice et du droit de Lattes - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par délibération du 20 décembre 2017, Montpellier Méditerranée Métropole a validé le projet de création d'une Maison de la Justice et du Droit (MJD) sur la commune de Lattes afin de favoriser l'accès au droit des habitants de la zone Sud de la Métropole.

La MJD a pour objet d'assurer une présence judiciaire de proximité et concourt à la prévention de la délinquance, à l'aide aux victimes et à l'aide à l'accès au droit.

Afin d'assurer au mieux ce service de justice et de proximité qui vise à :

- garantir à tous l'accès à une information juridique de qualité ;
- permettre gracieusement à toute personne de connaître ses droits ou d'exercer ses obligations, grâce à l'intervention de professionnels habilités ou d'associations spécialisées ;
- permettre aux personnes d'être informées orientées, assistées dès que surgissent des difficultés juridiques, de bénéficier de la possibilité de résoudre à l'amiable les conflits.

Cette instance est placée sous l'autorité du Président du Tribunal de Grande Instance (Président du Conseil Départemental de l'accès au Droit de l'Hérault) et du Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier.

Pour assurer le fonctionnement de cette MJD, Montpellier Méditerranée Métropole et le Tribunal de Grande Instance y affecteront du personnel administratif et judiciaire.

Les locaux situés au 1570 Avenue des Platanes – 34970 Lattes seront mis à disposition par la Métropole.

Pour ce faire, une convention est établie pour fixer les missions et le fonctionnement de cette structure.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre de la convention de création et de fonctionnement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le  
\$Delib.report.AIRS\_CLI\_RAP\_DTE  
\_ACTE?date("dd/MM/yyyy")?  
string.short}

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180620-45096-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.